



Conseil de sécurité

Soixante-dixième année

7507^e séance

Mercredi 19 août 2015, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M ^{me} Ogwu	(Nigéria)
<i>Membres :</i>	Angola	M. Casimiro
	Chili	M. Barros Melet
	Chine	M ^{me} Yang Yi
	Espagne	M. Gasso Matoses
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} Sison
	Fédération de Russie	M. Safronkov
	France	M. Stehelin
	Jordanie	M. Hmoud
	Lituanie	M ^{me} Murmokaitė
	Malaisie	M. Ibrahim
	Nouvelle-Zélande	M. Van Bohemen
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Wilson
	Tchad	M. Gombo
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Ramírez Carreño

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. O'Brien.

M. O'Brien (*parle en anglais*) : Nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de l'aide humanitaire, qui commémore l'attentat terroriste perpétré le 19 août 2003 contre l'hôtel Canal, qui abritait le complexe des Nations Unies à Bagdad. L'attaque a tué 22 personnes et en a blessé plus d'une centaine, dont la plupart œuvraient sans relâche aux efforts de secours humanitaires en Iraq. Malheureusement, au cours des années qui ont suivi, le nombre de personnes qui ont été attaquées pendant qu'elles fournissaient une assistance vitale n'a cessé d'augmenter. Dix travailleurs humanitaires ont été tués chaque mois en 2014. En Syrie, 77 travailleurs humanitaires ont perdu la vie depuis le début du conflit. Au Yémen, cinq travailleurs humanitaires ont été tués, d'autres blessés et deux autres enlevés cette année. Au cours des 10 dernières années au Yémen, 17 travailleurs humanitaires ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions et 44 ont été enlevés. Les situations dans lesquelles les travailleurs humanitaires opèrent de par le monde et le sort tragique des plus de 100 millions de personnes ayant besoin d'aide humanitaire qu'ils s'efforcent d'atteindre, continuent de se détériorer.

Je rentre du Yémen, où l'ampleur des souffrances humaines dépasse presque l'entendement. J'ai été choqué par ce que j'ai vu. La population civile paie le plus lourd tribut du conflit : quatre Yéménites sur cinq ont besoin d'aide humanitaire, et près d'un million et demi de personnes sont déplacées dans leur propre pays. Plus de 1 000 enfants ont été tués ou blessés, et le nombre de jeunes recrutés ou utilisés en tant que combattants est en augmentation.

Comme je l'ai souligné dans mon exposé du 28 juillet sur le Yémen (voir S/PV.7493), les besoins

de la population sont énormes. La situation est aggravée par les obstacles aux importations commerciales, qui ont entraîné des pénuries généralisées de vivres et de carburant. L'aide humanitaire à elle seule ne peut suffire à répondre à tous les besoins d'un pays qui compte une population de 26 millions de personnes. C'est pourquoi les aéroports et les ports maritimes doivent rester ouverts et être utilisés pour les importations commerciales et l'aide humanitaire, sans restrictions.

Le mépris de la vie humaine par toutes les parties persiste, les attaques dirigées contre des zones résidentielles et les infrastructures civiles ayant un impact disproportionné sur la vie des gens ordinaires au Yémen. Des informations font état de frappes aériennes et de tirs d'obus à l'intérieur et autour du port d'Houdeida survenus au début de cette semaine, endommageant les principales voies d'approvisionnement vitales pour l'importation de biens essentiels : vivres, médicaments et carburant. Ces attaques constituent une violation flagrante du droit international humanitaire et sont inacceptables. Ce qui me préoccupe au plus haut point c'est que les dégâts causés au port d'Houdeida pourraient avoir de graves conséquences pour l'ensemble du pays, accroissant les besoins humanitaires, augmentant le nombre de personnes vivant dans l'insécurité alimentaire et en les privant d'accès à l'eau ou aux médicaments, ce qui pourrait également entraîner la propagation de maladies.

Les parties au conflit doivent veiller à ce que l'aide humanitaire soit facilitée et non pas entravée. Elles doivent toutes respecter et appliquer le droit international humanitaire. Les violations éventuelles doivent faire l'objet d'une enquête et leurs auteurs poursuivis. J'ai vu l'angoisse du peuple yéménite de mes propres yeux : des hommes, des femmes et des enfants qui ne savaient pas d'où viendrait leur prochain repas ou s'ils pourraient jamais retourner dans leurs foyers. À Sanaa, j'ai vu des files d'attente de plusieurs kilomètres de long pour s'approvisionner en carburant et des gens attendant plusieurs jours pour répondre aux besoins élémentaires de leur famille. Je me suis rendu à l'hôpital d'Al-Thawra où la lumière clignotait parce que les groupes électrogènes manquaient de carburant, les patients étaient couchés à même le sol et des morceaux de carton étaient utilisés en guise de matelas. J'ai vu un jeune homme qui avait été blessé par des fragments d'obus. Il m'a dit qu'il avait été soldat depuis l'âge de 15 ans. J'ai vu une jeune femme dont le visage avait été éraflé par une balle alors qu'elle était assise dans sa propre maison, et j'ai vu un jeune Somalien souffrant

de tuberculose. L'hôpital n'a plus de gants d'examen et manque de médicaments essentiels, étant donné que le fournisseur à Dubaï ne peut pas envoyer à Sanaa son aéronef assurant la chaîne du froid. Le personnel de l'hôpital m'a informé que les dépôts de produits sanguins avaient récemment fermé en raison d'une pénurie de réactifs de laboratoire utilisés pour le dépistage.

À Faj Attan, un quartier de Sanaa, j'ai vu des habitations détruites par des frappes aériennes; les voisins m'ont dit qu'il y avait eu beaucoup de morts et de blessés parmi les civils. À Aden, une rue entière d'habitations et de commerces a été détruite par des combats de rue et des frappes aériennes, laissant les rues jonchées de chars d'assaut et de munitions non explosées. J'ai appris qu'un père et sa fille avaient été tués par un engin explosif improvisé il y a à peine quelques jours. Le Gouverneur d'Aden m'a informé que certaines personnes commençaient à rentrer dans leurs foyers et que les services de base étaient en train d'être rétablis, mais pas dans une grande partie de la ville où les rues et les immeubles sont jonchés de munitions non explosées. Les populations sont dépassées par l'ampleur des destructions et de la tâche qui les attend pour reconstruire leur ville en ruine. L'électricité, indispensable pour pomper l'eau et moulinner les céréales, est rare et intermittente.

La Journée mondiale de l'aide humanitaire est une occasion opportune de saluer le courage dont font preuve mes collègues- yéménites et internationaux – qui, malgré les énormes défis opérationnels auxquels ils sont confrontés, continuent de fournir une assistance vitale, et qui souvent risquent leur vie pour aider les autres. Depuis le début du conflit jusqu'à la fin de mars, les organismes des Nations Unies et leurs partenaires ont apporté une assistance à près de 7 millions de personnes au Yémen, en leur fournissant des vivres, de l'eau, des abris et des soins sanitaires et en assurant leur protection. Je suis touché par les efforts inlassables que déploient mes collègues.

Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire. Nous continuons d'intensifier les activités d'aide humanitaire, afin de pouvoir atteindre tous ceux qui ont désespérément besoin d'aide. Pour ce faire, nous déployons plus de membres du personnel international dans tout le pays, en dehors de Sanaa et d'Houdeida. Nous avons l'intention d'établir des centres opérationnels à Aden, à Ibb, à Saada et à Al-Mukalla dès que les conditions de sécurité le permettront.

Pour que nos efforts pour continuer à aider les populations soient couronnés de succès, il faut que nous disposions de ressources suffisantes pour mener nos activités. Aujourd'hui, le Programme alimentaire mondial a indiqué à nouveau que suite à l'absence d'un accès immédiat et sans entrave aux personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire de toute urgence et à l'absence de financements, des millions de Yéménites risquent de connaître la famine. Jusqu'à présent, seulement 18% des fonds – environ 282 millions de dollars sur 1,6 milliard de dollars – requis au titre du plan d'aide humanitaire pour le Yémen ont été reçus. Les organismes des Nations Unies n'ont toujours pas reçu les 274 millions de dollars promis en avril par l'Arabie Saoudite. Même quand ces fonds sont déboursés, le plan d'aide humanitaire ne sera financé qu'à hauteur de 33%. Il faudra des ressources supplémentaires considérables pour aider le peuple yéménite pendant le reste de l'année et au-delà.

Tout au long de ma mission, je n'ai cessé de souligner que la paix était essentielle pour mettre fin aux souffrances indicibles des populations. Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Il faut parvenir à la paix grâce à un dialogue de mots, et non un dialogue d'armes. Nous, la communauté internationale, devons joindre les actes à la parole et prendre des mesures immédiates pour mettre fin à la violence qui est en train de détruire la vie de millions de personnes dans le pays. Nous devons amener les parties à cesser les combats et à revenir à la table des négociations avant qu'il ne soit trop tard. Sinon, il n'y aura plus rien à lutter pour.

Alors que nous réfléchissons à la situation mondiale à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, force est de constater malheureusement que la situation se détériore et que des souffrances humanitaires inutiles ont atteint un niveau absolument choquant. Nous devons agir. Nous devons faire davantage pour que ceux d'entre nous qui sont en mesure de le faire préviennent les exactions perpétrées contre des populations sans défense et que ceux qui continuent de commettre ces exactions répondent de leurs actes.

La Présidente (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste.

J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 15 h 15.